

## Fiche repère sur l'expérience pilote d'EPG en Indonésie – Juin 2013

### Qu'est-ce que l'évaluation participative de la gouvernance pour la REDD+ (EPG) ?

L'évaluation participative de la gouvernance pour la REDD+ (EPG) est un processus véritablement intégrateur impliquant diverses parties prenantes du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et du milieu universitaire et destiné à analyser l'état actuel de la gouvernance et à produire des informations solides et crédibles sur la gouvernance, dont il sera ainsi possible, dans un deuxième temps, de combler les faiblesses et d'identifier les lacunes.

### Pertinence de l'EPG pour le processus REDD+ en Indonésie

Dans le processus national de REDD+ d'un pays, l'EPG répond à divers objectifs selon le groupe de parties prenantes qui fait usage des données sur la gouvernance. Du point de vue du gouvernement, les résultats de l'EPG donnent lieu à de solides preuves qui peuvent enrichir et **appuyer l'élaboration des politiques, la planification et les stratégies du gouvernement** à un niveau national et infranational ; à ce titre, l'EPG constitue un **point de départ pour la réforme de la gouvernance**. Les régulières mises à jour des données de l'EPG permettront aussi de **suivre les progrès ou les régressions**. Enfin, l'exhaustivité des données sur la

gouvernance produites par le processus d'EPG permettra d'**alimenter le système national d'information sur les garanties**, dont les pays communiquent les résultats à la CCNUCC.

Du point de vue de la société civile, les données de la gouvernance produites par le processus d'EPG constituent par leur solidité de précieux éléments à l'appui de la démarche de **lobbying et de plaidoyer**, ainsi qu'un **outil de suivi** permettant après coup de contraindre les décideurs à répondre de leurs décisions.

### Parties prenantes associées au processus d'EPG

L'EPG en Indonésie est structurée de telle manière qu'il associe à chaque étape du processus des parties prenantes aux niveaux national et infranational issues des universités, du gouvernement et de la société civile. Le ministère des Forêts, l'équipe spéciale (*task force*) sur la REDD+ en Indonésie, le service présidentiel pour la Supervision et le Suivi du développement (UKP4), l'Agence nationale de planification pour le développement (BAPPENAS), l'Institut agricole de Bogor, le Conseil national des forêts, l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (AMAN), Epistema, ICEL et Walhi sont autant d'acteurs clés qui ont activement contribué au processus à l'échelon national, tandis que des groupes de travail infranationaux, au niveau provincial, veillent à ce que les divers points de vue au niveau des provinces et des districts soient pris en compte.

### Où ?

Du fait des parties prenantes associées et des questions de gouvernance abordées, le processus d'EPG en Indonésie s'inscrit au niveau national, mais il en est de même dans huit provinces (Aceh, Riau, Jambi, Sumatra du Sud, Kalimantan occidental,

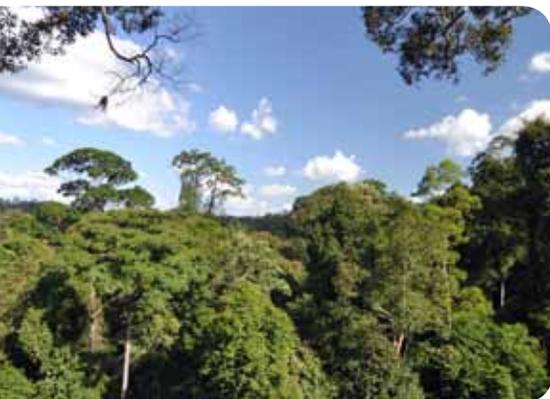
Kalimantan central, Kalimantan oriental, Sulawesi central, Papouasie et Papouasie occidentale), et au niveau du district, où deux acteurs interviennent pour chacune des provinces citées.



### Conclusions et recommandations clés

Grâce à des consultations poussées, aux contributions et aux suggestions des parties prenantes, le rapport d'EPG a donné lieu à :

- Une analyse exhaustive de l'état de la gouvernance – une démarche utile pour le processus de REDD+, et, plus généralement, pour la gouvernance forestière en Indonésie ;
- Des recommandations sur les moyens de remédier aux lacunes ; ainsi qu'à
- Des informations sur l'évolution, au niveau national, des provinces et des





districts, des aspects de gouvernance sélectionnés

Certaines des conclusions clés indiquent que :

- Il existe des disparités de capacités entre le niveau national, les provinces et les districts, les échelons infranationaux étant plus faiblement dotés que l'échelon national
- Il importe d'améliorer la transparence et l'accès à l'information concernant l'application de la loi et la criminalité dans le domaine forestier
- Trop peu de crimes dans ce domaine sont déférés devant la justice, et plus rares encore sont ceux qui sont élucidés
- La société civile s'avère souvent plus active que les pouvoirs publics (à différents niveaux) pour faire appliquer la loi et promouvoir des réformes politiques dans le domaine de la REDD+

Le rapport d'EPG formule des recommandations :

- Clarifier les dispositions juridiques afin de réglementer l'accès aux domaines forestiers et au domaine forestier de l'État, et ainsi résoudre les différends qu'ils suscitent en termes de droits de propriété et de droits fonciers
- Intensifier les efforts en vue de préciser et définir les droits sur les ressources forestières, et d'introduire des mesures pour réduire le nombre de conflits

forestiers grâce à des mécanismes effectifs de traitement des réclamations et de médiation

- Réduire les coûts élevés et le paiement de frais informels moyennant des permis et licences forestiers, en créant un mécanisme de passation de marché pour l'acquisition de licences, régi par des impératifs d'efficacité, de transparence et de responsabilité et susceptible d'être contrôlé par le public

Le rapport d'EPG propose en outre une feuille de route pour améliorer la gouvernance et formule les recommandations suivantes :

- Intégrer les rôles des acteurs communautaires et de la société civile dans tous les domaines où des limites, des faiblesses et des goulets d'étranglement ont été identifiés ;
- Associer les initiatives des associations professionnelles aux travaux d'amélioration des systèmes et des structures de gouvernance, notamment sur les systèmes de délivrance de permis ;
- Assurer une direction claire et suffisamment de ressources à l'amélioration de la gouvernance
- Identifier et lutter réellement contre les facteurs du déboisement au niveau provincial

## Et maintenant ?

La première phase de l'EPG est désormais achevée, et des données de référence complètes sont disponibles, constituant un précieux point de départ et une base utile pour la réforme de la gouvernance en Indonésie. Dans un second temps, il faudra entre autres :

- Veiller à ce que les résultats soient diffusés à l'ensemble des parties prenantes concernées au niveau infranational
- Insister sur l'utilisation active des données de l'EPG par les pouvoirs publics, les acteurs de la société civile et du secteur privé, tant à des fins de planification que pour donner suite aux recommandations
- Institutionnaliser cette démarche, en identifiant une agence ou institution indonésienne qui fera régulièrement et ponctuellement des rapports, afin de mettre à profit l'EPG pour mesurer une éventuelle progression et / ou régression par rapport aux cibles fixées (au regard des références / cibles)



## UN-REDD Programme Secretariat

International Environment House,  
11-13 Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine, Geneva, Switzerland

[www.un-redd.org](http://www.un-redd.org)  
[un-redd@un-redd.org](mailto:un-redd@un-redd.org)

Photo credits : Hertab

**UN-REDD**  
PROGRAMME



Empowered lives.  
Resilient nations.